

Règlement de la municipalité de La Conception

RÈGLEMENT NUMÉRO 10-2009 CONCERNANT LA VIDANGE ET L'ÉTANCHÉITÉ DES FOSSES SEPTIQUES.

ATTENDU QU' en vertu de l'article 88 du règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (Q-2, r.8), il est du devoir de toute municipalité d'exécuter ou de faire exécuter ledit règlement;

ATTENDU QU' en vertu de l'article 4, alinéa 1, paragraphe 4 et de l'article 19 de la Loi sur les compétences municipales, une municipalité locale peut adopter des règlements en matière environnementale;

ATTENDU QU' un avis de motion du présent règlement a régulièrement été donné à la séance du Conseil tenue le 9 février 2009;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Mme Madeleine Thivierge, conseillère, appuyé par M. Jean-Claude Rodrigue, conseiller, et résolu à l'unanimité que le règlement suivant, portant le numéro 10-2009, soit et est adopté, et que ce règlement dûment adopté statue, décrète et ordonne ce qui suit, à savoir :

ARTICLE 1

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2

Le présent règlement s'applique à toute résidence située sur le territoire de la municipalité de La Conception.

ARTICLE 3

Le présent règlement a pour objet de régir la vidange périodique et la gestion des boues des fosses septiques et des fosses de rétention sur l'ensemble du territoire de la municipalité de La Conception.

ARTICLE 4

Tout propriétaire d'une fosse septique utilisée d'une façon saisonnière doit faire vidanger ladite fosse au moins une fois tous les 4 ans.

Tout propriétaire d'une fosse septique utilisée à longueur d'année doit faire vidanger ladite fosse au moins une fois tous les 2 ans.

Tout propriétaire d'une fosse de rétention doit faire vidanger ladite fosse de façon à éviter le débordement des eaux de cabinet d'aisances qui y sont déposées.

ARTICLE 5

Tout propriétaire d'une installation septique comprenant une fosse septique à usage annuel, d'une installation septique comprenant une fosse septique à usage saisonnier ou d'une installation septique comprenant une fosse de rétention et une fosse septique à usage saisonnier ou annuel doit fournir à l'inspecteur en bâtiment et en environnement dans les 30 jours suivants la vidange, conformément à l'article 4 du présent règlement, la preuve qu'il a fait vidanger la ou lesdites fosses.

ARTICLE 6

Toute fosse septique doit être vidangée par un entrepreneur qualifié détenant un droit d'accès à un site de disposition des boues de fosses septiques approuvé par le ministre de l'Environnement.

Règlement de la municipalité de La Conception

ARTICLE 7

La municipalité peut faire vidanger la ou les fosses septiques de tout propriétaire qui ne fournit pas la preuve que sa ou ses fosses septiques ont été vidangées, conformément à l'article 5 du présent règlement.

ARTICLE 8

Tout propriétaire pour qui la municipalité a fait vidanger une ou des fosses septiques, en conformité de l'article 7 du présent règlement, doit payer à la municipalité une compensation équivalente au montant de la facture de vidange établie par l'entrepreneur pour sa propriété. Ce montant, distinct de l'amende prévue ci après, est assimilé à une taxe foncière conformément à l'article 96 de la Loi sur les compétences municipales.

ARTICLE 9

La municipalité peut en tout temps réaliser ou faire réaliser à ses frais un test d'étanchéité des fosses septiques ou tout autre test du système d'épuration pour s'assurer de l'absence de tous rejets ou nuisances dans l'environnement, et ce, moyennant un avis écrit de 72 heures au propriétaire des lieux. À cette fin, ce dernier doit permettre aux inspecteurs, employés ou mandataires de la municipalité, l'accès à ses installations septiques aux fins de réaliser ces tests. La municipalité doit cependant procéder à ses frais à la remise en état des lieux, le cas échéant.

Toute fosse septique doit être maintenue en bon état de fonctionnement et en parfait état d'étanchéité. S'il y a constatation de rejets ou de nuisances, le propriétaire des lieux, sur réception d'une demande écrite à cet effet transmise par le représentant de la municipalité, doit procéder à la réparation de ses installations septiques ou au besoin de leur remplacement, et ce, en conformité au règlement provincial (Q-2-r.8) en vigueur. Le tout dans un délai de 120 jours à compter de la date de réception de cet avis. Par la suite, la municipalité peut exiger un test d'étanchéité ou autres tests, aux frais du propriétaire, visant à constater la conformité desdites installations.

ARTICLE 10

Quiconque contrevient à l'une ou l'autre des dispositions du présent règlement commet une infraction.

ARTICLE 11

Quiconque contrevient à l'une des dispositions du présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende minimale de 150.00\$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne physique et de 200.00\$ pour une première infraction si le contrevenant est une personne morale; d'une amende minimale de 300.00\$ pour une récidive si le contrevenant est une personne physique et d'une amende minimale de 400.00\$ pour une récidive si le contrevenant est une personne morale.

Dans tous les cas, les frais de poursuite sont en sus.

Les délais pour le paiement des amendes et des frais imposés en vertu du présent article, et les conséquences du défaut de payer lesdites amendes et les frais dans les délais prescrits, sont établis conformément au *Code de procédure pénale du Québec* (L.R.Q., c. C-25.1).

Si une infraction dure plus de cinq jours ouvrables, l'infraction commise constitue une infraction distincte et les pénalités édictées pour chacune des infractions peuvent être imposées pour chaque période de cinq jours que dure l'infraction, conformément au présent article.

Règlement de la municipalité de La Conception

ARTICLE 12

Le règlement numéro 07-1990, adopté le 11 septembre 1990, ainsi que tous les règlements précédents concernant la vidange et l'étanchéité des fosses septiques, sont modifiés par le présent règlement.

ARTICLE 13

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la Loi.

Pauline Legault,
Directrice générale adjointe
Secrétaire-trésorière adjointe

Gilles Bélanger,
Maire

Avis de motion : 9 février 2009
Adoption du règlement : 9 mars 2009
Avis public d'entrée en vigueur : 10 mars 2009